



<http://www.contrepoints.org/2016/01/25/236551-rechauffement-climatique-reponse-liberale-ou-volontarisme-dirigiste-151/5>

1/5

Réchauffement climatique : réponse libérale ou volontarisme dirigiste ? (1/5)

Publié le 25 janvier 2016 dans [Environnement](#)

Quelle est la meilleure réponse à apporter aux défis du réchauffement climatique ? Dossier de fond en cinq parties pour y répondre.

Par Vincent Bénard.



Réchauffement climatique (Crédits : The meanMRmustard, [licence CC-NY-NC-SA 2.0](#)), via [Flickr](#).

Cette analyse a pour but de trancher la question suivante : un décideur politique doit-il dépenser dès aujourd'hui des milliards pour tenter très hypothétiquement de changer ce que sera le climat dans 80 à 100 ans, ou doit-il se préoccuper de ses problèmes immédiats, et parier sur les progrès technologiques et les capacités d'adaptation des humains d'aujourd'hui et de demain pour régler les éventuelles conséquences d'un changement climatique ? Autrement dit, face au changement climatique, faut-il privilégier une approche dirigiste ou libérale ?

Avertissement : bien que l'auteur soit ouvertement "climato-sceptique", les éléments qui suivent seront développés comme si l'on pouvait faire confiance aux conclusions et aux marges d'incertitudes figurant dans les sous-rapports 1,2, et 3, du rapport complet du GIEC de 2013.

Première partie : hausse des températures à l'échelon 2100, les rapports du GIEC moins pessimistes que les synthèses médiatiques

Malgré les incertitudes encore nombreuses sur l'influence réelle du CO₂ sur le climat, de nombreux politiciens, dans le monde occidental, ont choisi de faire comme si ces incertitudes n'existaient pas, et ont décidé d'adopter en totalité le point de vue exprimé par les dirigeants du GIEC (*organe émanation de l'ONU en charge de la promotion de la lutte contre les émissions de CO₂*), à savoir la nécessité d'agir maintenant à coups de centaines de milliards, pour « décarboner » notre économie, c'est-à-dire réduire considérablement et dans un délai court nos consommations de combustibles fossiles.

Nous allons voir qu'il existe de nombreuses raisons de penser que, **même si vous croyez les postulats du GIEC** concernant la relation entre CO₂ et température, et même si vous croyez les rapports scientifiques du GIEC plus exacts que les points de vue concurrents, la meilleure conduite à tenir, pour les gouvernements

français et européens, serait, surtout, de « ne rien faire », c'est-à-dire ne pas dépenser d'argent public pour réduire nos consommations d'hydrocarbures au-delà des gains d'efficacité énergétique « normaux » que toute économie libre engendre par simple progrès technologique.

Autrement dit, un décideur politique européen qui choisirait d'analyser le problème la tête froide, et prendrait le temps de se faire lire et décrypter l'intérieur des rapports du GIEC et pas uniquement les résumés ultra-alarmistes destinés aux médias, arriverait à la conclusion qu'agir contre le CO2 aujourd'hui est inutile.

Élévation des températures : le GIEC reconnaît des incertitudes significatives, et des fourchettes d'évolution probables modérées

Au lieu de prendre pour argent comptant les communiqués alarmistes du GIEC, un décideur politique en charge de budgets se chiffrant en milliers de milliards devrait au moins s'assurer que ces communiqués sont conformes avec l'esprit des 3 sous-rapports scientifiques (*WG – Working Groups – 1,2,et 3*) qui en fournissent la matière. S'il ne peut lui-même comprendre ces pavés scientifiques arides, il peut en demander une lecture objective à ses conseillers. Que découvrirait-il ?

Surprise : il existe des divergences subtiles mais tout à fait substantielles entre les sous-rapports WG1 et WG2, et la synthèse pour décideurs qui fait les délices des médias en mal de sensationnalisme climatique. Les médias ont claironné lors de la COP21 que la hausse de température en cas de doublement du CO2 à la fin du siècle (ce qui correspond peu ou prou au scénario "on continue comme avant et aucun progrès technologique majeur ne change la donne") serait comprise entre 1 et 4.5°C. Or, c'est faux, le rapport WG1 du GIEC ne dit pas cela, même si le jargon employé est de nature à entretenir la confusion.

Le GIEC distingue deux températures "cible" pour un doublement du CO2 entre 2080 et 2100 : la "TCR" (traduisible par "réponse transitoire du climat") et l'ECS ("Hausse de température stabilisée à l'équilibre"). La TCR est la hausse de température au moment où le doublement du CO2 est constaté. Mais l'ECS est une température obtenue plusieurs centaines d'années voire mille ans après (on ne sait pas très bien quand, d'ailleurs), une fois que tous les mécanismes d'adaptation très lents (océaniques notamment) de la terre se sont stabilisés.

Et si le rapport du GIEC évoque bien une fourchette de 1-4.5°C, il le fait pour l'ECS, qui correspond à une évolution à plusieurs centaines d'années... Mais la TCR, elle à l'échéance de la fin du siècle, n'est comprise "que" entre 1 et 2.5°C. Toutes ces fourchettes sont évoquées avec un "intervalle de confiance de 95%", façon de dire que la probabilité pour que cette TCR soit supérieure à 2.5°C n'est que de 2.5%.

Le politicien doit-il, tout d'abord, agir en fonction de la hausse possible de la TCR ou de l'ECS ? Compte tenu de la vitesse des progrès technologiques envisageables sur 1 siècle (pensez à tout ce qui n'existait pas et n'était même pas concevable en 1915...), il va de soi que l'horizon de la TCR, évalué vers 2080 à 2100 selon plusieurs scénari du GIEC, est le seul à pouvoir être pris en considération d'un point de vue politique. Ne serait-ce que parce que l'ECS est purement théorique, puisque le cycle du CO2 ne s'arrêtera pas une fois le doublement de son taux atteint. Mais aussi parce que personne ne peut dire quelle sera la technologie disponible en 2100 et son "intensivité" en dégagement de CO2.

Prétendre agir aujourd'hui sur le monde tel qu'il pourrait être en l'an 2500 en plantant des éoliennes dont la durée de vie est de l'ordre de 20 ans est donc une absurdité qui fera beaucoup rire les philosophes des siècles futurs. La question peut d'ailleurs se poser à horizon bien plus proche, mais n'anticipons pas.

Toutefois, même en s'en tenant aux variations possibles de la TCR, le politicien est bien ennuyé à ce stade. Car 1°C ou 2.5°C, ce n'est pas la même chose. Dans le premier cas, son instinct lui dira que ce serait un non événement : une variation moyenne de température de 1°C en 70 à 100 ans serait exactement du même ordre que celle vécue depuis 1880 par la planète, et rien ne permet de dire que l'humanité ne s'y est pas adaptée, à en juger par l'évolution de notre espérance de vie, de nos conditions matérielles d'existence, et ce malgré une explosion démographique sans précédent. En revanche, même si ces satanés sceptiques affirment que les conséquences négatives sont exagérées par le GIEC, une hausse de température plus élevée peut faire peur. Après tout, même si 2.5 °C en 8 décennies ne représentent que 0.3°C tous les 10 ans, serons nous (et nos descendants) capables de nous y adapter, vu que ce n'est pas un rythme d'évolution habituel ? Même le plus acharné des climato-sceptiques peut admettre que le politicien humble se pose la question.

Fort heureusement, la lecture attentive des travaux du GIEC permet d'obtenir des réponses intéressantes.

<http://www.contrepoints.org/2016/01/26/236608-climat-des-depenses-exorbitantes-contre-productives-et-incertaines-25>

2/5

Climat : des dépenses publiques exorbitantes et contre-productives (2/5)

Publié le 26 janvier 2016 dans [Environnement](#)

1ère partie en ligne ici.

Cette analyse a pour but de trancher la question suivante : un décideur politique doit-il dépenser dès aujourd'hui des milliards pour tenter très hypothétiquement de changer ce que sera le climat dans 80 à 100 ans, ou doit-il se préoccuper de ses problèmes immédiats, et parier sur les progrès technologiques et les capacités d'adaptation des humains d'aujourd'hui et de demain pour régler les éventuelles conséquences d'un changement climatique ? Autrement dit, face au changement climatique, faut-il privilégier une approche dirigiste ou libérale ? Pour retrouver la première partie de cette étude, cliquez ici.

Avertissement : bien que l'auteur soit ouvertement "climato-sceptique", les éléments qui suivent seront développés comme si l'on pouvait faire confiance aux conclusions et aux marges d'incertitudes figurant dans les sous-rapports 1,2, et 3, du rapport complet du GIEC de 2013.

Par Vincent Bénard.



earth-Licence CCO Public domain

Conséquences économiques d'une hausse des températures comprise entre 2 et 3°C

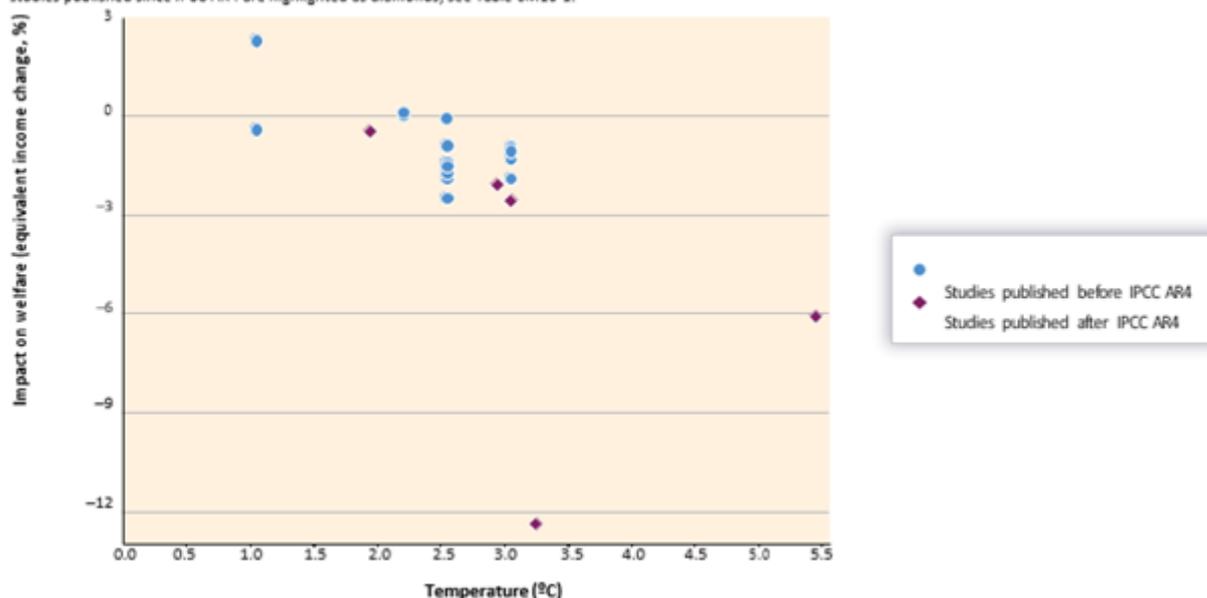
Le sous-groupe 2 du GIEC, dans le [chapitre 10 de son rapport](#), apporte des éléments très intéressants pour notre politicien. Ce chapitre cherche à estimer les impacts des hausses de températures sur le "bien être mondial", converti en "équivalent de variation du revenu" (Equivalent income change). Le concept est alambiqué, mais l'approximation « % equivalent income change » = « évolution relative du PIB mondial » est raisonnable.

Ce chapitre affirme, tout d'abord, et en toute honnêteté, notons-le, que les incertitudes sur les impacts du changement climatique sont très importantes, et que « *les impacts économiques du changement climatique sont difficiles à estimer* ». Il affirme également, je cite (chap 10, p662 du WG2), que « *l'impact du changement climatique [sur le PIB] sera faible par rapport aux autres déterminants de la croissance, à savoir la démographie, le progrès technologique, l'efficacité des gouvernances* »... En outre, les auteurs estiment qu'il y aura de fortes disparités régionales, le chiffre moyen cachant de fortes disparités entre pays tempérés (où l'impact pourrait être même positif) et pays tropicaux (plus touchés).

Bref, les auteurs reconnaissent que le climat est un facteur parmi d'autres, et plutôt moins important que d'autres. Dans quelle mesure ?

Le rapport (p 690) estime les impacts en terme d' « equivalent income change » (que nous assimilerons au changement de PIB par la suite) gagné ou perdu du fait de l'évolution des températures, à partir d'un petit nombre d'études (le sujet est complexe, rares sont ceux qui s'y lancent), en fonction de la température. Je nourris la plus grande méfiance vis-à-vis de ces études de futurologie dont les hypothèses relèvent souvent du doigt mouillé, et le GIEC lui même souligne le haut niveau d'incertitude de ces estimations, mais admettons qu'elles soient raisonnables, et que l'honnête homme, ou l'humble politicien, puisse s'y référer. Le graphe ci-dessous reproduit leurs résultats.

Figure 10-1 | Estimates of the total impact of climate change plotted against the assumed climate change (proxied by the increase in the global mean surface air temperature); studies published since IPCC AR4 are highlighted as diamonds; see Table SM10-1.



Jusqu'à +2°C, les études les plus pessimistes n'imputent quasiment aucune influence au climat, reconnaissant ainsi que nos capacités d'adaptation à des variations habituelles « feront le job », quels que soient les développements désagréables que le GIEC entrevoit du fait de la hausse des températures : maladies, événement climatiques extrêmes, etc. En clair, rien ne permet de supposer que nous serions incapables de nous y adapter au XXIe siècle, alors que nous le fumes au XXe.

Entre 2.5 et 3.5°C, la plupart des études chiffrent la perte de PIB entre 0 et 3% du fait du climat, une seule étude arrivant à -12% pour une hausse de température de 3.25°C. Enfin, une unique étude fait état d'une perte de PIB de 6% du fait d'un réchauffement de 5.5°C, très loin hors de l'intervalle de confiance de la TCR donné par le GIEC.

Ces baisses de PIB seront évidemment à pondérer par les hausses liées aux gains de productivité que les progrès technologiques par nature inimaginables à ce jour (malgré quelques tentatives de futurologie hasardeuses), et aux variations (sens à déterminer) du fait de l'évolution de nos modes de gouvernance futurs, et notamment de l'influence de ces gouvernances sur la fréquence et l'intensité des conflits armés. Il faut donc comprendre les chiffres du GIEC comme « *Le PIB global sera moins élevé de 0 à 3%, et dans le pire des cas de 12% par rapport à ce qu'il aurait été sans changement climatique* », et non « *Le PIB baissera de 0 à 12%* », comme on a pu le lire dans les medias...

Que représentent 3% de perte de PIB d'ici 2100, soit l'hypothèse la plus pessimiste de toutes les études hormis une ? Très exactement une perte de zéro virgule trente-quatre pour mille par an, cumulée année après année. Ou encore 0.034% de PIB en moins/an. Si les hausses de température incriminées sont atteintes en 2080 au lieu de 2100 (hypothèse très pessimiste), cela ne représente encore que 0.045% de PIB par an, sachant que nos mesures de PIB sont précises à 0.1% près...

Mais soyons humbles jusqu'au bout, imaginons que les économistes qui ont, dans une unique étude, chiffré la perte de PIB à 12% pour une hausse de 3.25°C aient raison. Et bien si ladite température est atteinte en 2080 (hypothèse toujours aussi pessimiste), cela ne représente toujours que 0.17% de PIB annuel. Mais cette étude

paraît tellement décalée par rapport à la masse d'études convergentes qu'il paraît difficile d'en tenir compte, au moins en termes de choix politique immédiat.

Quel intérêt des dépenses climatiques ?

L'influence que l'on nous présente comme catastrophique du changement climatique est donc estimée par les auteurs des rapports dits "scientifiques" du GIEC lui-même à un ordre de grandeur très faible, très loin des hurlements catastrophés entendus lors de la COP21.

Pour un pays comme la France, aujourd'hui, il n'apparaît donc guère raisonnable de dépenser plus que la perte moyenne maximale de PIB mondial imputable au changement climatique, soit 0.045% de son PIB annuel (dépenses privées ou publiques) pour lutter contre le changement climatique, soit 990 millions d'euros annuels, pour réduire nos émissions de CO₂, et encore, à condition que les dépenses entreprises parviennent effectivement à réduire les rejets sous la limite permettant de maintenir la température en dessous de +2°C. Et même si l'hypothèse la plus « débridée » (-12% soit 0.17% par an) se révélait exacte, 0.17% ne représentent que 3,5 milliards annuels. Par contre, toute dépense qui est entreprise dans un autre but bénéfique avéré, dans un cadre rentable (non subventionné), et qui, incidemment, abaisse les émissions de CO₂, reste bienvenue.

Il convient donc de savoir si, en France, les dépenses spécifiquement orientées vers la baisse des émissions de CO₂ sont supérieures ou inférieures aux montants ci-dessus. Or la seule charge liée au financement des énergies renouvelables non naturellement rentables (principalement l'éolien et le photovoltaïque) représentera en 2016, 4.4 Mds d'euros, payés sur nos factures d'énergie au titre de la « CSPE » ([source wikipedia](#)). Et cela n'inclut pas les autres dépenses publiques « anti-CO₂ », directes, ou par le biais de crédit d'impôts, pour faire baisser les rejets de CO₂, ni même les coûts imposés aux entreprises par le mécanisme des « crédits carbone », dont les effets pervers (fraudes, délocalisations) n'ont pas été chiffrés à ce jour pour la seule France, à ma connaissance. Mais un rapport récent estime que certains grands États, dont la Russie, fraudent massivement le système en vendant des "crédits carbone" correspondant à de fausses réductions d'émissions...

D'après [ce rapport favorable aux politiques "vertes"](#), les investissements liés à la réduction des GES en France en 2011 se sont élevés à 22,2 Mds d'euros, », dont 60% pour le secteur privé et 40% pour le secteur public. Soit 9 Mds pour les contribuables, 10 fois plus que ce que la raison commande. Et le pire est que ces chiffres déjà stratosphériques sont amenés à augmenter, si les gouvernants poursuivent la hausse des investissements climatiques autant qu'ils prétendent le faire.

Il est impossible de dire quelles auraient été les dépenses d'amélioration de l'efficacité énergétique côté "consommateurs" sans subvention, mais ces dépenses ont représenté 8,4Mds en 2011 et ont été prises en charge à 75% par le secteur privé. Même en admettant que sans carotte publique, la moitié des dépenses privées n'auraient pas été entreprises (ce qui paraît beaucoup), il paraît peu concevable que ces dépenses purement privées descendent en dessous de 3 Mds annuels. Ces dépenses ne sont pas entreprises « pour le climat dans 100 ans », dont tout le monde se moque bien dès qu'il s'agit de son argent, mais « pour améliorer notre efficience économique quotidienne », et si, accessoirement, cela améliore les perspectives climatiques, c'est la « cerise sur le gâteau ». Ces dépenses se situent donc déjà au-dessus du "maximum raisonnable" que l'on pourrait consacrer à la lutte contre les GES. Donc les dépenses faites "sans penser au climat" sont très largement suffisantes eu égard aux risques que le changement climatique nous fait courir, tel que le GIEC lui-même les a quantifiés. Il est parfaitement inutile et improductif d'y ajouter des dépenses non rentables spécifiquement dirigées vers la lutte contre le CO₂.

« Business as usual » semble donc une attitude tout à fait raisonnable pour un décideur politique sachant garder la tête froide.

Nous pourrions nous arrêter à ce stade mais il existe encore plein d'autres observations renforçant le raisonnement qui précède, et il serait dommage de vous en priver.

<http://www.contrepoints.org/2016/01/27/236736-le-developpement-economique-est-bon-pour-le-climat-35>

Le développement économique est bon pour l'adaptation au climat (3/5)

Publié le 27 janvier 2016 dans [Environnement](#)

1ère partie en ligne ici.

2ème partie en ligne ici.

Cette analyse a pour but de trancher la question suivante : un décideur politique doit-il dépenser dès aujourd'hui des milliards pour tenter très hypothétiquement de changer ce que sera le climat dans 80 à 100 ans, ou doit-il se préoccuper de ses problèmes immédiats, et parier sur les progrès technologiques et les capacités d'adaptation des humains d'aujourd'hui et de demain pour régler les éventuelles conséquences d'un changement climatique ? Autrement dit, face au changement climatique, faut-il privilégier une approche dirigiste ou libérale ?

Avertissement : bien que l'auteur soit ouvertement « climato-sceptique », les éléments qui suivent seront développés comme si l'on pouvait faire confiance aux conclusions et aux marges d'incertitudes figurant dans les sous-rapports 1,2, et 3, du rapport complet du GIEC de 2013.

Par Vincent Bénard.

Du rôle des autres facteurs dans le PIB : la gouvernance



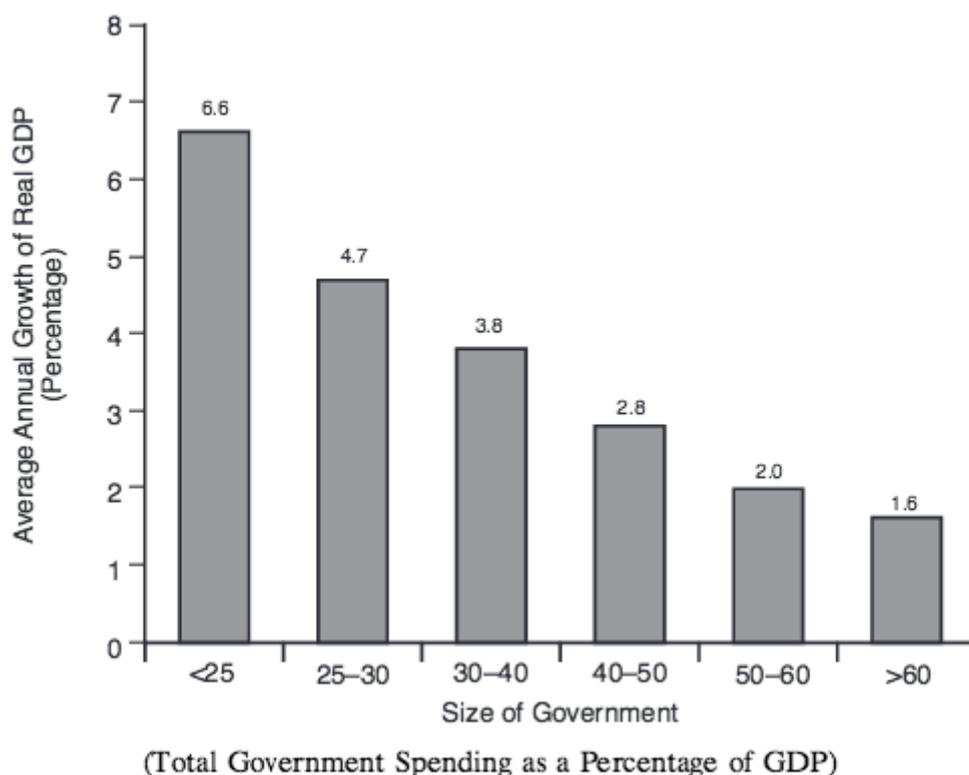
Le GIEC affirme donc (cf partie 2), raisonnablement, que « *le climat aura moins d'influence que la démographie, la technologie ou la gouvernance* » sur l'évolution du PIB à long terme. Peut-on pour autant tenir pour négligeable le climat par rapport aux autres facteurs ?

Impossible de prédire ce que seront les progrès technologiques d'ici la fin du siècle, et ce qu'ils nous feront gagner. Imaginons que les promesses nouvelles sur la fusion thermonucléaire soient tenues, et que cela nous permette de disposer d'une énergie électrique surabondante et très bon marché. Cela bouleversera évidemment nos économies, les discours sur le rationnement de l'énergie devenant alors incontestablement caducs. Mais personne ne sait dire si cette technologie sera effective dans 20 ans, dans 50 ans, ou jamais. Exit donc, l'estimation à long terme des impacts technologiques.

En revanche, nous pouvons parfaitement estimer le rôle de la gouvernance des nations du monde dans l'évolution du PIB mondial. En nous référant à quelques études empiriques sur la relation entre dépense publique et PIB, par exemple, ou entre indice de liberté économique et PIB.

Si l'on examine *cette étude certes ancienne mais fort claire* de Gwartney, Lawson et Holcombe, qui ont analysé plus de 800 couples « croissance/ taux de dépenses publiques » de 1965 à 1996, l'on observe que 10 points de PIB de dépenses publiques en plus correspondent à environ 1 point de PIB en moins, cf graphe ci-dessous.

FIGURE 2
 SIZE OF GOVERNMENT AND THE ANNUAL GROWTH OF REAL
 GDP FOR OECD COUNTRIES, 1960–96



Selon ce graphe, si la France ramenait le poids de son secteur public à celui de l'Allemagne (10 points de moins), sans même rêver à la situation Suisse (plus de 20 points...), elle gagnerait 0.8% de croissance annuelle. Certes, ce chiffre sera à revoir à la baisse à l'avenir, avec la hausse de l'âge moyen de la population, de ce fait moins productive. Mais toutes choses égales par ailleurs, 0.8 point de PIB par an en moyenne en plus représentent un doublement dudit PIB en 90 ans, ou une augmentation de 74% en 70 ans.

Autrement dit, nos politiques climatiques susceptibles de faire varier notre PIB de 0 à -3% (voire -12%, au pire) en 65/85 ans, sont à mettre en balance avec un choix de société susceptible de se traduire par une différence de croissance de +75% ou +100% sur la même durée, voire bien plus si nous envisageons une privatisation bien plus radicale de notre économie. En tant que décideur raisonnable, quelle devrait être votre priorité : réduire le poids de l'État non régalién et augmenter la liberté des agents économiques, ou se focaliser sur les émissions de CO2 ?

Pire, les politiques climatiques publiques tendent au contraire à augmenter la dépense publique, réduisant les gains de PIB. Nous avons vu qu'en 2011, ces dépenses publiques représentaient 9 milliards environ, soit 0.45% de notre PIB. Sachant que ces dépenses favorisent l'adoption de solutions énergétiques non rentables, il est raisonnable de penser qu'elles participent à l'impact négatif de l'excès de dépenses publiques sur la croissance, de nombreuses dépenses s'orienteraient vers des investissements plus efficaces si les distorsions politico-climatiques n'existaient pas. Si 10 points de dépenses correspondent à 0.8% de perte, alors à 0.45 point correspond une perte moyenne de croissance de 0.036 %...

Autrement dit, l'impact négatif du seul fait de dépenser pour le climat est du même ordre que l'impact positif maximal attendu de la nature de ces dépenses, indépendamment du résultat final réel de ces dépenses ! Le gain de croissance lié aux réductions de CO2 serait donc largement effacé par la perte liée à l'étatisation accrue de la société. Le constat peut être largement décliné pour de nombreux pays pauvres, où, à un État fiscalement gourmand, réglementaire et souvent tatillon, plus orienté vers le maintien au pouvoir d'oligarchies que vers le

développement, s'ajoute le problème de la faible garantie des droits de propriété. Les gains de PIB que ces pays peuvent espérer d'une amélioration sensible de leurs gouvernances sont incommensurablement plus élevés que le coût attribuable aux changements climatiques dans les hypothèses les plus pessimistes.

Par conséquent, pensez-vous qu'il faille lutter en priorité contre les rejets de CO₂, ou contre les tendances à bureaucratisation de nos États ?

Quid des catastrophes naturelles, notamment dans le tiers monde ?

Vous me direz que le politicien honnête aura à cœur de "faire quelque chose" car on lui a dit que le réchauffement allait augmenter le nombre de catastrophes naturelles, notamment dans les pays pauvres, et sa conscience de riche se muera en culpabilité s'il reste passif devant cette menace.

Constatons d'abord que des catastrophes de même ampleur font bien moins de morts dans l'occident riche que dans les pays pauvres. Ainsi, par exemple, deux tremblements de terre d'intensité identique (6.5 Richter, assez faible), survenus fin 2003 à quelques semaines d'intervalle, ont fait pour l'un des dizaines de milliers de morts en Iran, et pour l'autre moins de 10 victimes en Californie. De même, en janvier 2010, un tremblement de terre d'intensité 7.0 faisait plus de 220 000 morts en Haïti, le mois suivant, un tremblement de terre 63 fois plus énergétique (force 8.8, échelle logarithmique) ne prenait que 600 vies au Chili. La raison en est simple : des prospérités différentes qui permettent de mieux construire dans les pays riches et sismiquement menacés.

Certes, mais les tremblements de terre ne sont pas d'origine climatique, me direz-vous, et vous aurez raison. Cet exemple est cité simplement pour rappeler l'importance du développement économique pour faire face aux coups durs imposés par la Nature.

Mais quid des catastrophes météorologiques, dont le GIEC affirme que leur nombre pourrait augmenter avec le réchauffement climatique ?

Un ancien représentant du gouvernement des USA au GIEC, l'analyste économique Indur Goklany, a compilé [quelques données](#) à ce sujet. Il note que dans le monde, entre 2000 et 2008, les "événements météo extrêmes" (tempêtes, inondations, sécheresses) sont responsables d'environ 35 000 morts annuelles en moyenne, sur 58 millions de morts annuelles totales, soit... 0, 05% (un demi pour mille). *"Malgré l'attention médiatique qui leur est portée, ces événements ont un impact mineur sur la santé publique au niveau mondial"*. D'autre part, et surtout, tant le nombre de morts que le taux de mortalité dus aux événements météo sont en chute libre au cours du 20ème siècle :

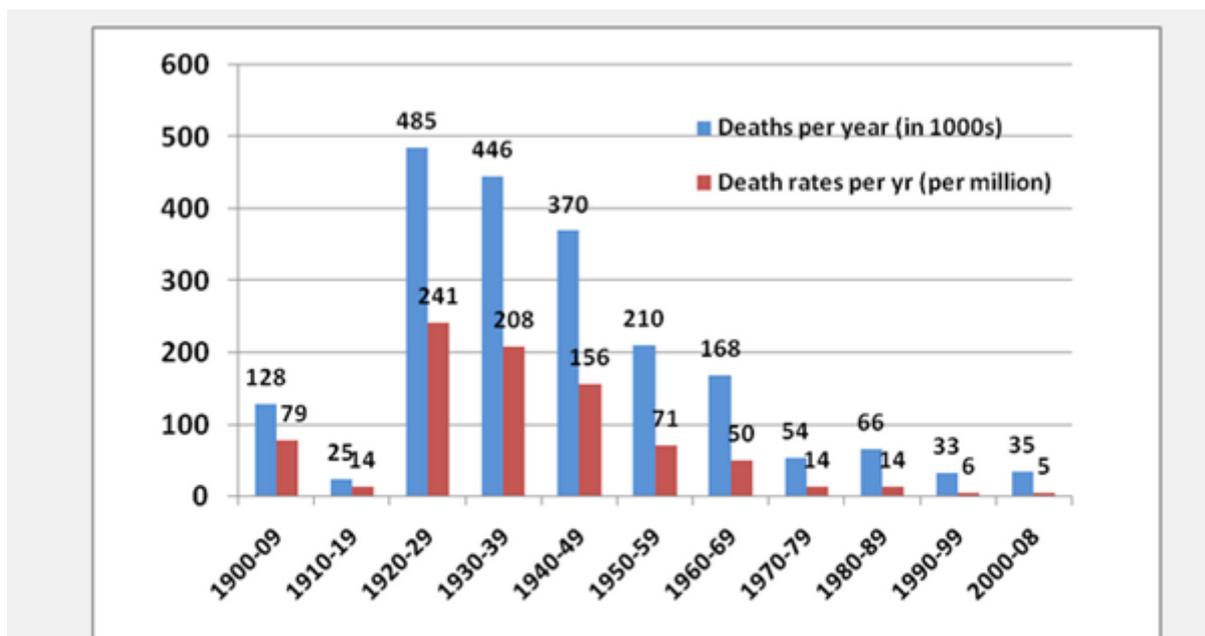
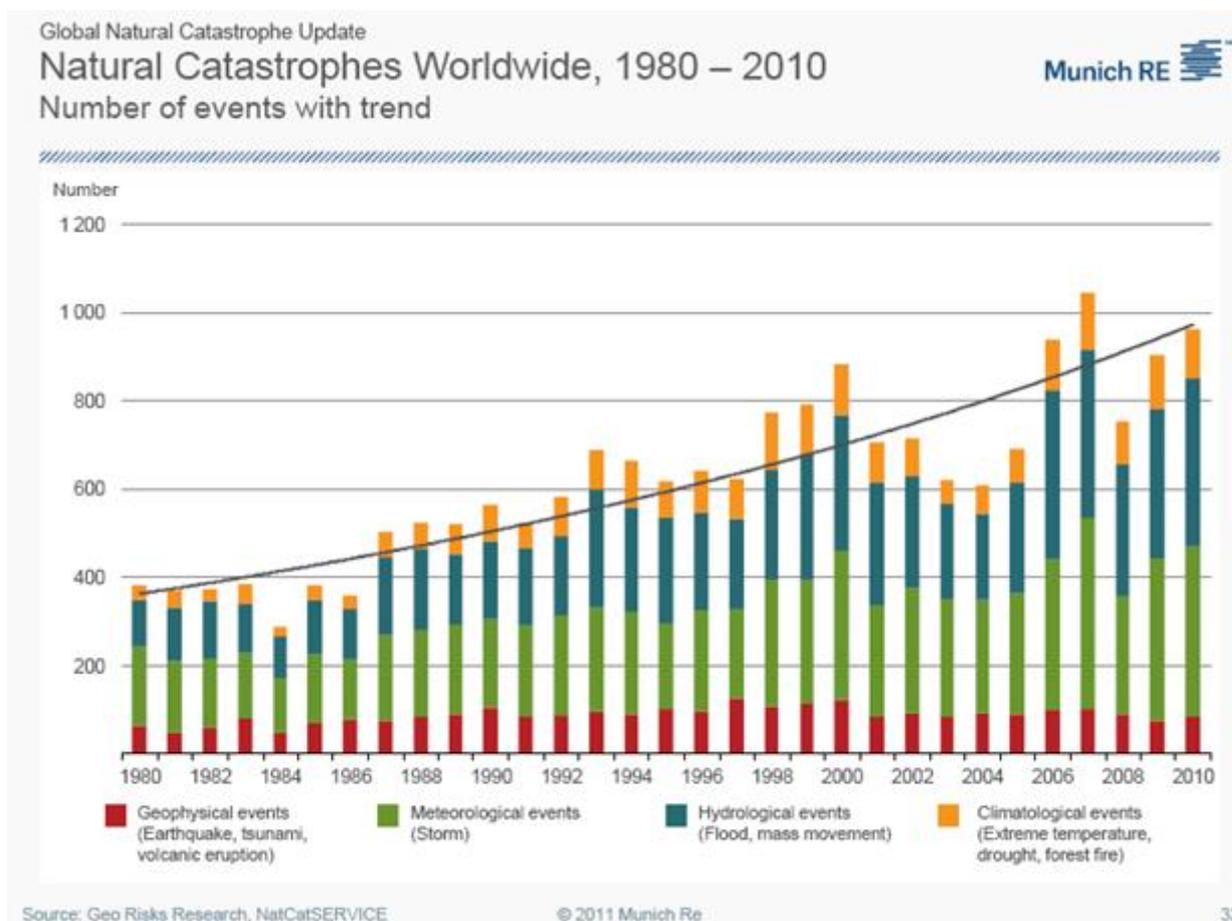


Figure 1: Global Death and Death Rates Due to Extreme Weather Events, 1900–2008. Source: Goklany (2009), based on EM-DAT (2009), McEvedy and Jones (1978), and WRI (2009).

Et ce, alors que la population exposée aux événements extrêmes a explosé, entraînant, effectivement, une hausse du nombre d'événements météo extrêmes recensés, comme en témoignent ces données livrées par le premier réassureur mondial, Munich Re (y compris catastrophes sismiques, marginales en nombre) :



Cette amélioration du bilan total des catastrophes naturelles, alors que leur nombre a augmenté, a été possible grâce au développement du commerce international, qui a permis l'enrichissement des pays qui y ont pris

activement part, et la circulation des idées, produits et technologies utiles pour prévenir ou aider les zones sinistrées.

Également cités par Goklany, les économistes Van der Vink et Kahn ont analysé 73 catastrophes naturelles (météo ou sismiques) entre 1980 et 2002 dans des pays à revenu par habitant bas et moyen, pour évaluer le rôle du développement économique dans l'impact des catastrophes naturelles. Ils ont trouvé que lorsque le PIB moyen des pays touchés augmentait de 2 000 à 14 000\$ par habitant, le taux de mortalité de ces catastrophes passait de 9,44 par million à 1,81 par million, soit une division par 5.

On ne saurait mieux dire que le développement économique est le meilleur moyen, pour les pays du quart monde ou émergents, de faire face aux effets d'un éventuel réchauffement. Pour ces pays comme pour nous, il est bien plus important de mettre en place des politiques favorables au développement économique (par exemple : zone de libre échange intra-africaine, progrès des États de droit... Et développement de l'accès à l'énergie) qui permettront d'acheter une meilleure prévention contre les aléas météo, plutôt que de se focaliser sur les émissions d'un gaz non polluant et vital, le CO2. Et parmi les déterminants du développement économique, la disponibilité d'énergies bon marché et abondantes est essentielle, ce qui passe encore, en l'état technologique actuel, par l'usage du pétrole, du gaz et du charbon. Inutile de dire que nos beaux discours sur la nécessaire réduction des consommations d'énergies fossiles ne trouvent aucun écho dans ces pays !

<http://www.contrepoints.org/2016/01/28/236851-la-chine-et-linde-se-moquent-du-co2-45>

4/5

La Chine et l'Inde se moquent du CO2 (4/5)

Publié le 28 janvier 2016 dans [Environnement](#)

1ère partie en ligne ici.

2ème partie en ligne ici.

3ème partie en ligne ici.

Cette analyse a pour but de trancher la question suivante : un décideur politique doit-il dépenser dès aujourd'hui des milliards pour tenter très hypothétiquement de changer ce que sera le climat dans 80 à 100 ans, ou doit-il se préoccuper de ses problèmes immédiats, et parier sur les progrès technologiques et les capacités d'adaptation des humains d'aujourd'hui et de demain pour régler les éventuelles conséquences d'un changement climatique ? Autrement dit, face au changement climatique, faut-il privilégier une approche dirigiste ou libérale ?

Avertissement : bien que l'auteur soit ouvertement « climato-sceptique », les éléments qui suivent seront développés comme si l'on pouvait faire confiance aux conclusions et aux marges d'incertitudes figurant dans les sous-rapports 1,2, et 3, du rapport complet du GIEC de 2013.

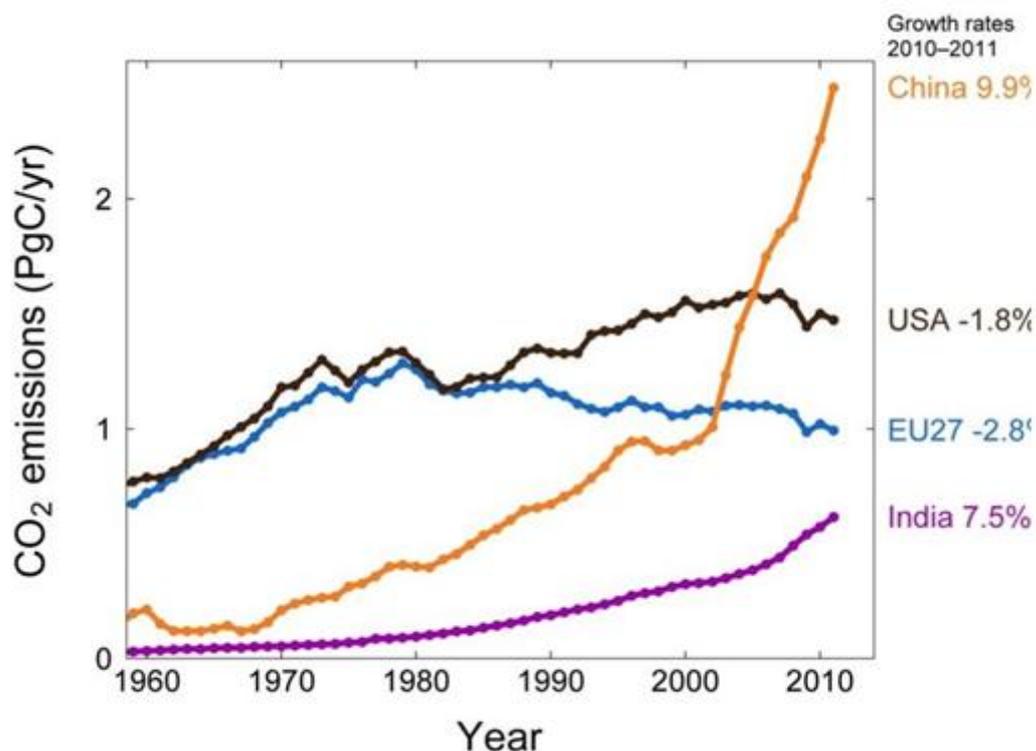
Par Vincent Bénard.



J'ai récemment expliqué que la Chine et l'Inde, respectivement 1er et 4ème grand blocs mondiaux en termes d'émissions de CO₂ (1. Chine, 2.USA, 3.UE, 4.Inde – ⅓ des émissions à eux 4), n'avaient pas l'intention de renoncer au développement de centrales à charbon pour faire plaisir aux occidentaux, car ils placent bien avant les hypothétiques malheurs climatiques du monde à 100 ans d'ici les difficultés bien réelles et immédiates de leurs populations de pays émergents. À elles deux, la Chine et l'Inde envisagent de construire 1500 nouvelles centrales à charbon dans les prochaines années, portant leur total à 4500, soit 9 fois plus que dans toute l'Europe !

Concentrons nous sur la Chine : elle représente déjà 29% des émissions mondiales, et va encore les augmenter d'au moins un tiers d'ici 2030, soit environ 235 millions de tonnes supplémentaires par an (Voir le tableau des émissions mondiales depuis 1990).

Le graphique ci-dessous montre la différence d'évolution du rythme des émissions entre la Chine et l'Inde d'un côté, et l'UE de l'autre. En obtenant (facilement) que l'accord "COP21" de Paris ne soit pas contraignant, ces deux pays n'ont pas fait mystère que leur priorité irait au développement économique, que cela nécessitait d'augmenter leur production d'énergie, et que la tendance à l'augmentation des rejets de CO₂ allait se poursuivre et ne s'inverserait, selon toute vraisemblance, pas avant 2035.



Par conséquent, même si l'Europe poursuivait ses réductions d'émissions sur le même rythme que depuis 10 ans (700 millions de tonnes en 10 ans, soit 70/an), cela représenterait moins du tiers des augmentations chinoises dans le même temps. Ramener la réduction de nos émissions au rythme des années 1990 (30 Mt/an), à l'époque où celles-ci étaient peu ou prou uniquement liées à l'amélioration de notre efficacité énergétique, sans trop nous préoccuper spécifiquement du CO₂, n'aurait pas plus d'influence sur les rejets de CO₂ que 18 mois d'augmentation des rejets en Chine.

Autrement dit : si nous, Européens, dépensions des milliards supplémentaires d'argent public pour abaisser nos émissions au-delà du rythme "naturel" lié aux progrès technologiques dans une économie privée, nous ne retarderions que de 18 mois (au mieux, en ne comptant que l'augmentation des rejets de la Chine) la présence dans l'atmosphère d'une quantité de CO₂ égale.

Et à l'intérieur de l'Europe, s'il y a bien un pays qui ferait mieux de laisser leur part d'efforts à d'autres, c'est la France. La France est le second pays à fort PIB de l'union le plus « vertueux » en termes d'émissions de CO₂ par habitant, derrière la Suède, qui dispose d'exceptionnelles capacités hydroélectriques. Et si on intègre la Suisse ("CO₂ performante" pour les mêmes raisons que la Suède) au bloc Europe, la France reste troisième. Par habitant et par point de PIB, les Allemands et les Anglais, pour ne citer qu'eux, sont bien plus « CO₂ émissifs » que nous.

Or, abaisser ses émissions en partant de haut, simplement en copiant ceux qui sont avant vous, est bien plus facile que de faire battre des records aux champions. Autrement dit, il coûterait bien moins cher d'abaisser les émissions de 9 à 8 tonnes par tête en Allemagne, que de 6 à 5 en France.

Allons un peu plus loin. Les politiques obligeant les industriels les plus émetteurs à acheter des quotas carbone les poussent à fermer leurs installations en Europe, où elles restent malgré tout relativement contrôlées et efficaces, à toucher le jackpot en revendant leurs quotas (puisqu'en fermant un site polluant, elles réduisent leurs émissions !), et à réimplanter leurs usines dans les pays les moins regardants. Ce n'est pas une surprise, mais l'aciériste indien Mittal est passé maître dans ce type de manœuvres, et Lakshmi Mittal lui-même [dénonce ici](#) l'impact négatif de politiques anti CO₂ trop drastiques sur l'industrie européenne. Autrement dit, cette politique est perdante pour l'Europe : les entreprises sont quasiment subventionnées pour délocaliser leurs emplois, les entreprises restantes paient et sont moins compétitives, et les émissions de CO₂ globales augmentent, puisque les nouvelles usines s'installent dans des pays à moindre efficacité énergétique ! [La loi des conséquences inattendues](#) frappe encore...

En maintenant en Europe en général, et en France en particulier, des politiques anti-CO₂ confinant au fanatisme, nous ne faisons que déplacer les productions "CO₂ émissives" vers des zones géographiques à forts taux d'émissions, pays dont les opinions et les gouvernants rejettent le CO₂ très loin dans leurs priorités. Au contraire, des politiques favorables à l'investissement en Europe, donc permettant une bonne rémunération du capital, auraient un impact positif sur les émissions, en incitant les investisseurs étrangers à investir leurs unités de production dans des territoires qui se trouvent être, en moyenne, les plus vertueux en termes d'émissions de CO₂ par point de PIB. Et naturellement, elles favoriseraient la croissance et la création d'emplois, problèmes bien plus actuels que le climat dans 100 ans !

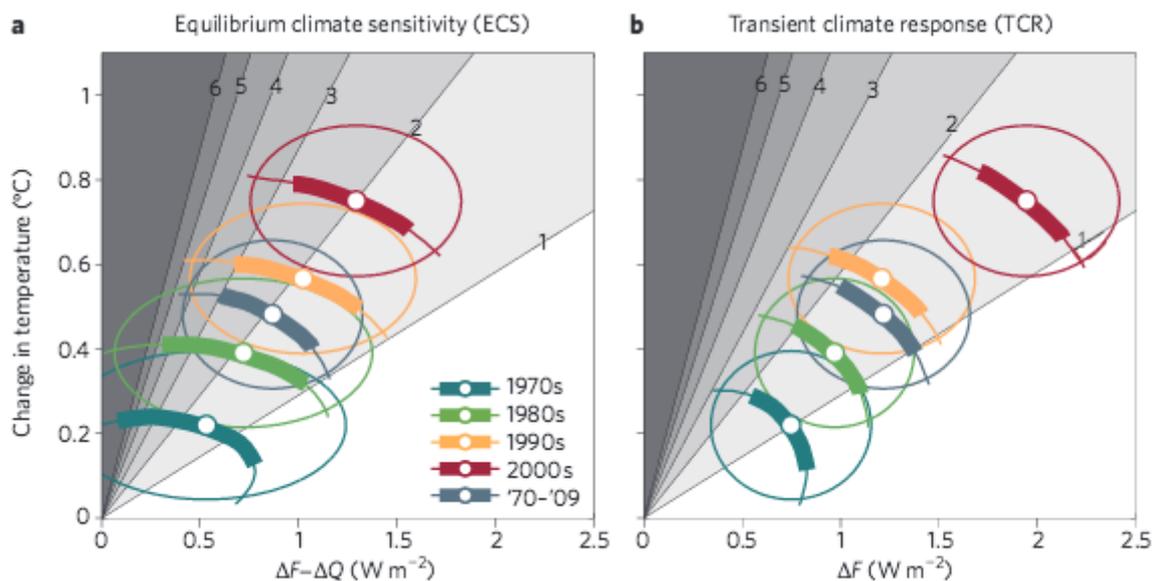
Mais alors, ne faut-il pas s'inquiéter de l'attitude peu regardante de la Chine et de l'Inde sur le CO₂ ? Non, car là encore, des éléments récents, postérieurs à ceux pris en compte avant le bouclage du dernier rapport du GIEC, viennent encore réduire les craintes quant à l'élévation de température future liée à la présence de ce gaz dans l'atmosphère.

Les fourchettes hautes des scénarios du [GIEC](#) sont-elles les plus probables ?

Nous avons jusqu'ici examiné l'impact de scénarios induisant de forts changements de température, correspondant au haut de la fourchette des hausses de température "TCR" envisagées par le GIEC. Or, le rapport du sous-groupe n°1 indique systématiquement une valeur haute, une valeur basse, et une valeur moyenne pour cette température TCR.

Et si le rapport du GIEC se base sur la moyenne d'études de tous âges pour communiquer ses estimations, il se trouve que certains auteurs, dont certains participent au GIEC, ont observé que plus les études étaient récentes, plus l'intervalle et la valeur médiane baissaient. C'est assez logique : les modèles climatiques ont

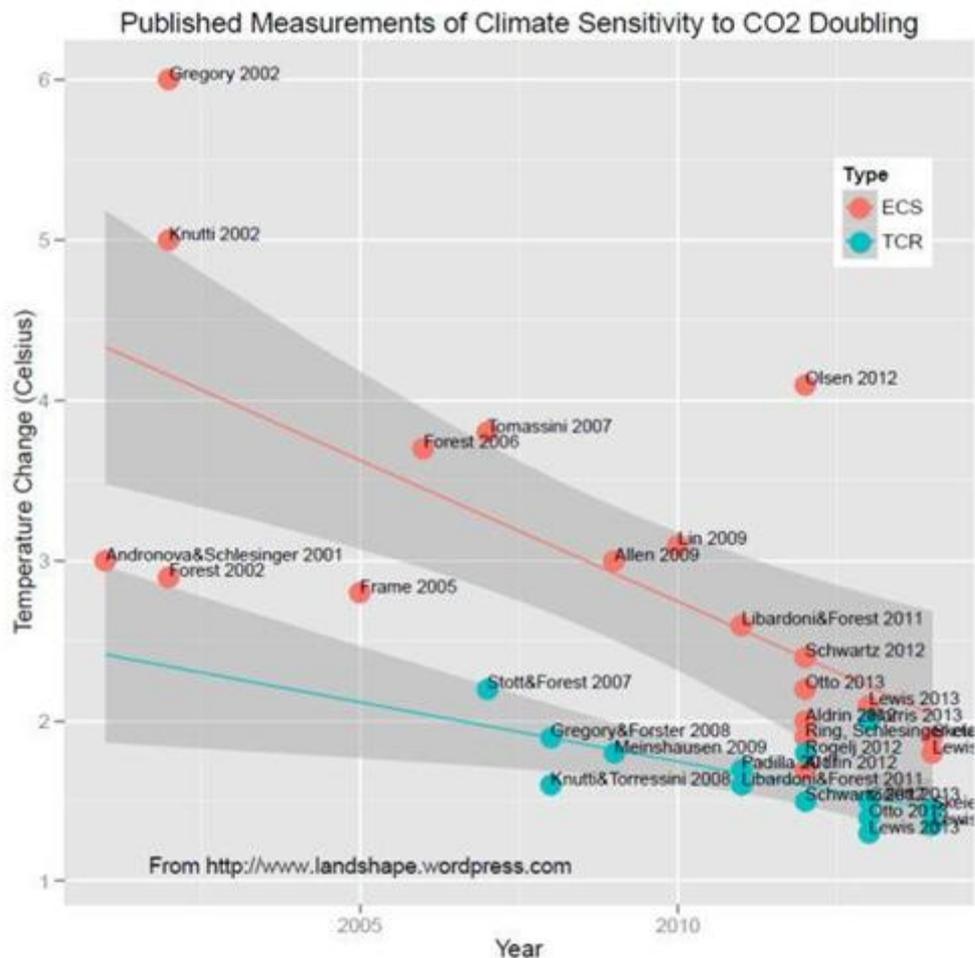
longtemps sous-estimé, faute de compréhension, la place de phénomènes comme la formation nuageuse, ou les variations du rayonnement solaire, dans les équations du climat. De plus, aucun modèle n'avait prévu le « plateau » de températures observé depuis 1999 à nos jours, alors que les dégagements de CO₂ ont augmenté. La prise en compte de ces deux éléments conduit les études les plus récentes, postérieures à celles prises en compte par le GIEC pour son rapport 2013 (AR5), à abaisser considérablement l'intervalle et la valeur moyenne de la TCR. Selon [ce papier signé par plusieurs auteurs](#) dont certains du GIEC, cette température serait estimée (confiance à 95%) entre 0.9 à 2°C avec meilleure estimation à 1.3°C par les études les plus récentes (voir graphe ci-dessous).



C'est donc 0.5°C de moins que la valeur figurant dans le rapport du GIEC. Et surtout, c'est la limite en dessous de laquelle le WG2 estime que l'impact de la hausse des températures sur le PIB sera quasiment nul.

Un second graphique (Lewis et al, 2015 – ci-dessous) illustre de façon encore plus parlante le resserrement des intervalles de risque opéré par les scientifiques GIECO-compatibles au fur et à mesure que la connaissance progresse.

Ajoutons encore que les estimations de TCR mentionnées ci-dessus ne prennent pas en compte les études "Non labellisées GIEC" imputant au CO₂ une sensibilité encore inférieure, voire nulle, car basées sur une interprétation « climato-sceptique » des phénomènes physiques sous-jacents.



Ajoutons à cela que depuis 18 ans, l'évolution des températures se situe en-dessous des prévisions du plus pessimiste des modèles du GIEC (graphe ci-dessous) :

Donc, depuis 18 ans, tous les modèles du GIEC sans exception ont surestimé la hausse de températures par rapport à ce qui a été mesuré. Sachant cela, quelle est la probabilité pour que tout à coup, ils la sous-estiment demain ? Très faible, assurément.

Bref, si les données fournies par le GIEC militent déjà pour prendre comme hypothèse de travail des hausses de température qui ne peuvent réellement effrayer, les données des études postérieures au rapport 2013 du GIEC, que celui-ci sera sans doute amené à prendre en compte dans son 6ème rapport (en 2019) nous invitent à plus d'optimisme encore, et à considérer que les valeurs de hausse de température par doublement du CO2 seront nettement inférieures au seuil de 2°C désigné par le GIEC comme problématique.

Et gardons à l'esprit que ces fourchettes d'estimations déjà très raisonnables seraient largement abaissées si, d'aventure, les études écartées par le GIEC pour non-conformité au modèle climatique dominant voyaient leurs effets se vérifier à l'avenir, conduisant inévitablement à abandonner l'hypothèse d'une relation importante entre CO2 et climat. Par où que l'on prenne le problème, il n'y a qu'une probabilité très faible d'observer, dans plusieurs décennies, un commencement de réchauffement à impact économique très légèrement négatif, et infinitésimale pour que ce réchauffement puisse constituer un véritable handicap pour les humains qui le vivraient.

Bref, quel que soit l'angle d'étude considéré, tout pousse à considérer l'évolution des températures à 100 ans comme une question tout à fait secondaire, dont les politiciens d'aujourd'hui n'ont pas à se préoccuper.

Lire sur *Contrepoints* notre dossier spécial **réchauffement climatique**

Toute la série

<http://www.contrepoints.org/2016/01/29/236974-face-a-la-question-climatique-la-politique-doit-changer-55>

5/5

Face à la question climatique, la politique doit changer (5/5)

Publié le 29 janvier 2016 dans [Environnement](#)

1ère partie en ligne ici.

2ème partie en ligne ici.

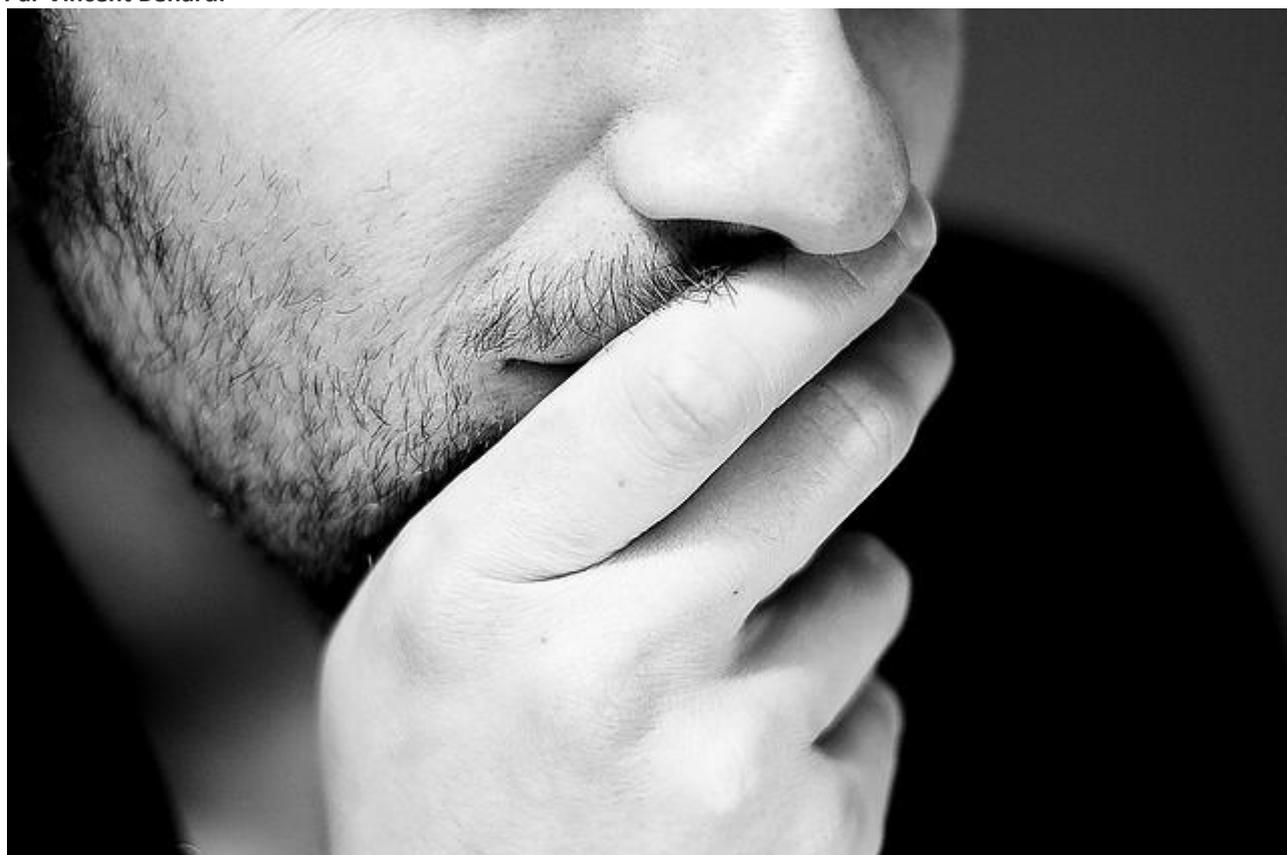
3ème partie en ligne ici.

4ème partie en ligne ici.

Cette analyse a pour but de trancher la question suivante : un décideur politique doit-il dépenser dès aujourd'hui des milliards pour tenter très hypothétiquement de changer ce que sera le climat dans 80 à 100 ans, ou doit-il se préoccuper de ses problèmes immédiats, et parier sur les progrès technologiques et les capacités d'adaptation des humains d'aujourd'hui et de demain pour régler les éventuelles conséquences d'un changement climatique ? Autrement dit, face au changement climatique, faut-il privilégier une approche dirigiste ou libérale ?

Avertissement : bien que l'auteur soit ouvertement « climato-sceptique », les éléments qui suivent seront développés comme si l'on pouvait faire confiance aux conclusions et aux marges d'incertitudes figurant dans les sous-rapports 1,2, et 3, du rapport complet du GIEC de 2013.

Par Vincent Bénard.



Thinking RFID credits Jacob Bøtter (CC BY 2.0)

Le GIEC postule que « la température augmente », que « c'est dû majoritairement à la hausse **du CO2** dans l'atmosphère », que « ce CO2 provient essentiellement de l'activité humaine », que « le réchauffement observé est catastrophique » et que la meilleure réponse est « une lutte immédiate pour limiter nos rejets ».

Face à cette doctrine d'apparence figée, les sceptiques se rangent dans de très nombreuses cases et ne sont pas tous d'accord entre eux, ce qui est logique puisque la science climatique est encore à un stade peu avancé.

Tout d'abord, on en trouve aucun qui remette en cause l'existence d'une phase de hausse de températures au XXème siècle, même si cette hausse est irrégulière. Caricaturer les sceptiques en affirmant qu'ils contestent le réchauffement est une grossière manipulation de l'opinion.

Le climato-scepticisme est bien plus divers et argumenté. Mais en gros, il y a ceux qui, pour de multiples raisons, estiment faible, voire nulle, la relation entre taux de CO2 atmosphérique et température, voire même estiment que la hausse du CO2 est le résultat, et non la cause, de la hausse des températures, estimant que les facteurs naturels (solaires notamment) sont plus importants.

D'autre part, il y a ceux qui se placent sur un terrain économique et estiment que même si le GIEC a raison sur cette relation CO2/température, les effets n'en seront pas si tragiques qu'on le dit, et/ou les réponses économiques imaginées aujourd'hui ne sont pas les bonnes. C'est ce mode de pensée qui a présidé à cette étude.

De la nécessité de l'humilité pour nos responsables politiques

Face à une telle diversité de points de vue, que peut faire un politicien, forcément non scientifique, souhaitant étudier avec l'esprit ouvert les choix qui s'offrent à lui ?

Tout d'abord, reconnaître l'existence de l'incertitude, puisque **le GIEC** lui-même, dans ses travaux, reconnaît des marges d'incertitude élevées.

Aucun politicien, sauf peut-être quelques rares pointures scientifiques égarées en politique comme l'allemand Fritz Vahrenholt, ne peut, sur ses compétences propres, déterminer quel est le degré de justesse d'un point de vue « GIECiste » ou « alternatif ». Le politicien ne peut pas prétendre que les sceptiques non climatologues n'ont pas voix au chapitre car ils n'y connaissent rien, et affirmer qu'eux-mêmes sont dans le vrai puisqu'ils croient à ce que dit le GIEC, alors qu'ils n'en connaissent pas davantage. Le sceptique ne fait que prendre en considération l'existence de nombreux scientifiques divergents (on trouvera par exemple ici **une liste non exhaustive et arrêtée depuis début 2014 de 1350 articles peer-reviewed** comprenant plus de 1500 auteurs universitaires uniques, remettant en cause un ou plusieurs points clés de la doxa du GIEC). Aucun politicien, sur ses capacités intellectuelles propres, n'est capable de dire si Richard Lindzen (sceptique, MIT) est meilleur ou moins bon que Gavin Schmidt (NASA, réchauffiste), pour ne citer que deux noms emblématiques parmi des milliers.

Affirmer péremptoirement que certains scientifiques très reconnus seraient meilleurs que d'autres scientifiques tout aussi reconnus (voire même traiter ces derniers de connards, comme le fit une ex-ministre de la République récemment...), de la part d'un politicien, serait une attitude arrogante. Tout politicien responsable (fut-il climato-sceptique, d'ailleurs) devrait reconnaître son incompétence et adopter de ce fait une attitude humble.

Il n'est pas question de demander au politicien de se laisser convaincre par tel ou tel camp, la réalité climatique n'est pas fonction de la force de conviction des uns ou des autres, mais de choisir l'attitude politique la plus à même de permettre à la société civile dont il gère le cadre institutionnel de maximiser son bien-être, et donc de conserver la tête froide face aux incertitudes naturelles, climatiques et autres, qui sont le quotidien de l'humanité depuis la nuit des temps.

Conclusion : que doit faire notre humble politicien pour le climat ? Rien !

À la lumière de ce qui précède, force est de constater qu'il y a un décalage total entre les synthèses politiques pour décideurs du GIEC, et les contenus, bien moins alarmants, des deux premiers groupes de travail.

Les universitaires qui collaborent à ces deux opus estiment que jusqu'à 2°C de hausse de température sur les 65 à 85 prochaines années, l'impact sur le PIB sera nul. Les estimations de hausse de température les plus récentes montrent que la probabilité pour que la hausse à horizon 2080 dépasse les 2°C est inférieure à 2.5%, et que, même si c'est le cas, l'impact sur le PIB sera bien moins grave que celui qu'auront de bons ou de mauvais choix économiques. Bref, sans même avoir recours à la littérature climato-sceptique, un politicien responsable (et travailleur...) devrait tirer la conclusion qui s'impose : le discours alarmiste du bureau politique du GIEC, et de l'ONU dont il émane, est une grossière exagération destinée à induire en erreur les opinions publiques.

Tout gouvernement d'un pays d'Europe, et le nôtre en particulier, aurait donc tout intérêt, s'il était humble et honnête, à abandonner toute politique publique de soutien à la réduction des émissions de CO₂, et à se contenter d'enregistrer les réductions correspondant à l'amélioration tendancielle de leur efficacité énergétique par les agents économiques privés, bien suffisante pour garantir une évolution climatique qui est tout à fait gérable si le GIEC a raison, et plus encore si à terme, le climat mesuré donne raison aux sceptiques.

En France, les politiques à abandonner sont, de façon non exhaustive :

– toute nouvelle subvention aux éoliennes et aux panneaux solaires, ainsi que la recherche d'une solution juridiquement acceptable permettant de sortir des contrats de rachat d'électricité non rentables existants.

– toute niche fiscale énergétique. Cela fera baisser le prix des fournitures correspondantes, et les ménages arbitreront entre le coût d'un investissement et ce qu'il peut rapporter hors niche fiscale, comme le ferait tout investisseur censé.

– le bonus-malus et toute référence au CO₂ dans l'automobile, pour se concentrer sur les émissions réellement polluantes de NO_x/SO_x. Au début, les consommations augmenteront légèrement, puisque les méthodes permettant de réduire le CO₂ augmentent les émissions de NO_x, et vice versa. Mais par la suite, le progrès technologique habituel contribuera à réduire à nouveau les consommations de carburant. En outre, la fin de normes demandant l'atteinte d'objectifs contraires permettra d'éviter de consternants comportements de tricherie de la part des constructeurs automobile. Plus spécifiquement, en France, le bonus-malus a contribué à déplacer le marché vers les petites voitures, construites dans les pays à plus bas salaire d'Europe et de sa périphérie ; son abandon revigorerait les marchés de gamme moyenne et supérieure, où les constructeurs français peuvent encore, ceteris paribus, localiser leur production chez nous.

– au niveau européen, il conviendra d'œuvrer pour faire supprimer les systèmes de quotas carbone et d'adhésion obligatoire des entreprises à des marchés de crédits carbone, marchés totalement artificiels minés par la fraude, et qui reviennent à subventionner les délocalisations hors d'Europe vers des pays plus émissifs.

- œuvrer pour que le GIEC, qui se rend coupable de désinformation, soit démantelé et le débat sur les évolutions de notre climat soit ramené à sa seule dimension scientifique, et géré comme tel par les académies des sciences du monde entier, comme n'importe quel autre champ d'investigation de la connaissance.

Notre humble politicien pourra se demander si l'histoire ne le jugera pas sévèrement si ses successeurs découvrent qu'il a eu tort, et que, par extraordinaire, les plus pessimistes des cassandre du GIEC avaient raison, alors qu'ils ont toujours eu tort jusqu'ici. Cela voudrait dire que la barrière des 2°C serait atteinte avant 2100 voire 2080, et suffisamment tôt pour alarmer les populations sur le rythme de changement climatique. Cela voudrait dire que les mesures de température, prises d'un emballement imprévu, rejoindraient les modèles jusqu'ici bien peu aptes à prédire le futur réel.

Si un tel retournement de tendance venait à se produire, alors il serait temps d'étudier les contre-mesures adaptées, mais en intégrant le chemin technologique parcouru à l'époque des choix : ceux qui auront à se prononcer alors auront à leur disposition sur la table une science plus aboutie, et des options technologiques plus efficaces, notamment en matière énergétique.

Mais tant que ce retournement de tendance ne se produit pas, et personne ne le voit poindre, notre élu humble aura intérêt à privilégier la résolution de problèmes bien plus immédiats que 0.9° ou 1.3°C ou même 2°C de plus dans 100 ans, à oublier les politiques climatiques, et à œuvrer pour maximiser la richesse de sa population, en favorisant le progrès par le développement du secteur privé et de la liberté économique, qui sont les moyens les plus sûrs de nous assurer que notre richesse sera suffisante pour faire face à d'éventuels aléas futurs.

**Lire sur *Contrepoints* notre dossier [réchauffement climatique](#)
Toute la série**